

Unité Interdépartementale 25-70-90

VESOUL, le 16/05/2023

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/03/2023

Partie nominative

VELET TERRASSEMENTS SAS

BP 37
70102 Gray

Affaire suivie par : FLEURENTIN Eric

Courriel : eric.Fleurentin@developpement-durable.gouv.fr

Références : UID257090/SPR/EF/LL 2023 0516B

Code AIOT : 0005901754

L'inspection des installations classées a réalisé une visite d'inspection le 09/03/2023 de l'établissement VELET TERRASSEMENTS SAS implanté Lieu-dit Les Aiges 70100 Arc-lès-Gray. Le présent rapport rend compte de cette visite. Cette partie contient des informations nominatives qui ne seront pas publiées sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>). Toute demande écrite de consultation ou transmission fera l'objet d'un examen selon les règles en vigueur.

Le participant à l'inspection, représentant l'inspection des installations classées, est :

- Eric FLEURENTIN , Service de prévention des risques, DRC, inspecteur de l'environnement

Le participant à l'inspection, hors inspection des installations classées, est :

- Sébastien Roussé, Président des carrières de Courcuire

Le courriel d'échange avec l'administration est : carrieres-courcuire@wanadoo.fr

Rédacteur	Vérificateur	Approbateur
L'inspecteur de l'Environnement	L'inspecteur de l'Environnement	Le chef de l'Unité Interdépartementale 25/70/90 ou son adjoint(e)

Rapport de l'inspection des installations classées

Propositions à l'issue de la visite

A l'issue de la visite d'inspection du 09/03/2023 de l'établissement VELET TERRASSEMENTS SAS implanté Lieu-dit Les Aiges 70100 Arc-lès-Gray, les constats établis et explicités dans la partie "contexte et constats" du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Monsieur le Préfet les propositions suivantes.

Au regard des constats réalisés durant la visite d'inspection, il n'est pas proposé de suites administratives.

Unité Interdépartementale 25-70-90

BESANÇON, le 16/05/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/03/2023

Contexte et constats

Publié sur 

VELET TERRASSEMENTS SAS

BP 37
70102 Gray

Références : UID257090/SPR/EF/LL 2023 0516B

Code AIOT : 0005901754

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/03/2023 dans l'établissement VELET TERRASSEMENTS SAS implanté Lieu-dit Les Aiges 70100 Arc-lès-Gray. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VELET TERRASSEMENTS SAS
- Lieu-dit Les Aiges 70100 Arc-lès-Gray
- Code AIOT : 0005901754
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Carrière de faible production, due essentiellement à la faible qualité des matériaux. La carrière est toutefois bien tenue.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants: la conduite de l'exploitation et la prévention des pollutions.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Carrière bien tenue.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Patrimoine archéologique	Arrêté Préfectoral du 05/05/2003, article 18.1	/	Sans objet
2	Patrimoine archéologique	Arrêté Préfectoral du 05/05/2003, article 18.2	/	Sans objet
3	Épaisseur d'extraction et géométrie des fronts	Arrêté Préfectoral du 05/05/2003, article 19.1	/	Sans objet
4	Épaisseur d'extraction et géométrie des fronts	Arrêté Préfectoral du 05/05/2003, article 19.2	/	Sans objet
5	Méthode d'exploitation – matériel – engins	Arrêté Préfectoral du 05/05/2003, article 20	/	Sans objet
6	Stockage des matériaux extraits	Arrêté Préfectoral du 05/05/2003, article 21	/	Sans objet
7	Voiries	Arrêté Préfectoral du 05/05/2003, article 22	/	Sans objet
8	Plan de la carrière	Arrêté Préfectoral du 05/05/2003, article 23	/	Sans objet
9	Mise à jour du plan de la carrière	Arrêté Préfectoral du 05/05/2003, article 24	/	Sans objet
10	Prévention des pollutions	Arrêté Préfectoral du 05/05/2003, article 25	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Carrière bien tenue, mais très peu exploitée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Patrimoine archéologique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/05/2003, article 18.1
Thème(s) : Risques chroniques, Con duite de l'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : En cas de découverte fortuits de vestiges archéologiques, les lieux seront aussitôt laissés en l'état et le permissionnaire en avisera immédiatement la direction régionale des affaires culturelles en Franche-Comté à Besançon.
Constats : L'exploitant n'a pas découvert de vestiges archéologiques jusqu'à présent. Si cela devait arriver, il sait qu'il doit prévenir la direction régionale des affaires culturelles.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Patrimoine archéologique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/05/2003, article 18.2
Thème(s) : Risques chroniques, Con duite de l'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Durant les travaux de décapage et d'extraction, et en cas de découverte, il appartiendra aux deux parties de formaliser éventuellement un accord, par convention ou équivalent, établi conformément aux dispositions réglementaires en vigueur et qui définir les modalités liées à la protection du site.
Constats : L'exploitant n'a pas découvert de vestiges archéologiques jusqu'à présent. Si cela devait arriver, il sait qu'il doit prévenir la direction régionale des affaires culturelles et qu'il devra éventuellement formaliser un accord, par convention ou équivalent
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Épaisseur d'extraction et géométrie des fronts

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/05/2003, article 19.1
Thème(s) : Risques chroniques, Con duite de l'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : A l'intérieur du périmètre de l'extension, tel que figuré en annexe I : 1) l'épaisseur maximale d'extraction (découverte comprise) est de 13 mètres. 2) Le carreau de la carrière sera tenu aussi plan que possible à un niveau jamais inférieur à la cote 211 m NGF. 3) Les fronts seront constitués de gradins de 5 mètres de hauteur unitaire, séparés par une banquette intermédiaire horizontale d'au moins 5 m de largeur.
Constats : Il a été constaté lors de l'inspection que : - l'épaisseur d'extraction (découverte comprise) est de 13 mètres maximum, - le carreau de la carrière est tenu aussi plan que possible à un niveau jamais inférieur à la cote 211 m NGF (211,9 le jour de l'inspection ; côte mesurée en 2021 et n'ayant pas évoluée depuis) - les fronts sont constitués de gradins de 5 mètres de hauteur unitaire, séparés par une banquette intermédiaire horizontale d'au moins 5 m de largeur.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Épaisseur d'extraction et géométrie des fronts

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/05/2003, article 19.2
Thème(s) : Risques chroniques, Con duite de l'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les bords supérieurs de l'excavation sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques, en particulier des pylônes EDF à l'est. Cette disposition interdit toute amputation de la banquette périphérique suivie d'une restauration par remblais. L'exploitation de la masse doit être arrêtée, à compter des bords de la fouille, à une distance horizontale telle que, compte tenu de la nature et de l'épaisseur tant de la masse exploitée que des terres de recouvrement, l'équilibre des terrains voisins ne soit pas compromis.
Constats : Le jour de l'inspection, il a pu être constaté que les bords supérieurs de l'excavation sont tenus à plus de 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation. L'exploitant a une importante maîtrise foncière tout autour de son exploitation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Méthode d'exploitation – matériel – engins

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/05/2003, article 20
Thème(s) : Risques chroniques, Con duite de l'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La présente autorisation vaut pour une extraction à flanc de coteau à la pelle hydraulique et/ou à la chargeuse sans usage d'explosif. Les matériaux extraits ne seront pas traités sur le site ; ils seront directement chargés dans des camions routiers puis évacués.
Constats : L'extraction se fait à la pelle hydraulique. Aucun explosif n'est utilisé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Stockage des matériaux extraits

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/05/2003, article 21
Thème(s) : Risques chroniques, Con duite de l'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les matériaux extraits devront être intégralement stockés à l'intérieur du périmètre sur lequel porte la présente autorisation. Ces stockages sont interdits sur le terrain naturel, les secteurs remis en état ainsi qu'à l'intérieur de la banquette de protection de 10 mètres prescrite à l'article 19.2. Ils s'effectueront exclusivement sur le carreau créé à l'intérieur des terrains objet de l'extension.
Constats : Les matériaux extraits sont stockés sur le carreau de la carrière.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Voiries

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/05/2003, article 22
Thème(s) : Risques chroniques, Con duite de l'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le présent arrêté ne fait pas obstacle à la réglementation applicable en matière de contribution de l'exploitant à la remise en état des voiries départementales et communales, en particulier les articles L 131.8 et L 141.9 de la loi n° 89.413 du 22 juin 1989 relative au code de la voirie routière.
Constats : L'accès à la carrière se fait par un chemin stabilisé et propre le jour de l'inspection. Un débourbeur permet de nettoyer les roues des engins en cas de besoin.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Plan de la carrière

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/05/2003, article 23
Thème(s) : Risques chroniques, Registre et plans
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant doit établir un plan de la carrière à une échelle adaptée à sa superficie. Sur ce plan sont reportés : <ul style="list-style-type: none">- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres,- les bords de la fouille,- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs (en particulier la cote 211 m NGF),- les zones remises en état,- la position des éléments de surface à protéger visés à l'article 19.2 ci-dessus et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales.
Constats : Un plan réalisé en avril 2021 a été remis le jour de l'inspection. Sur ce plan sont reportés : <ul style="list-style-type: none">- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres,- les bords de la fouille,- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs (en particulier la cote 211 m NGF),- les zones remises en état.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Mise à jour du plan de la carrière

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/05/2003, article 24
Thème(s) : Risques chroniques, Registre et plans
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Ce plan est mis à jour au moins une fois par an ; l'exploitant doit le tenir à la disposition de l'inspecteur des installations classées pour la protection de l'environnement.
Constats : L'exploitant n'a pas remis à jour son plan étant donné qu'il n'y a pratiquement pas d'activités sur ce site depuis plus de deux ans. Il doit bien veiller à compléter GEREP.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Prévention des pollutions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/05/2003, article 25
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sont interdits sur le site : <ul style="list-style-type: none">- le stockage d'hydrocarbures,- le lavage des matériaux extraits,- le nettoyage (excepté celui des roues des véhicules prévu à l'article 27), l'entretien et le ravitaillement des engins d'extraction et de transport de matériaux.
Constats : Il a été constaté le jour de l'inspection qu'il n'était pas pratiqué sur le site : <ul style="list-style-type: none">- de stockage d'hydrocarbures,- de lavage des matériaux extraits,- de nettoyage (excepté celui des roues des véhicules prévu à l'article 27), l'entretien et le ravitaillement des engins d'extraction et de transport de matériaux.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet